

30 SEPTEMBRE... 16 OCTOBRE

La méthode Coué est trop souvent l'arme abusive dont se parent les gouvernements. Celui de Valls 2 n'y échappe pas. Et de répéter « nous ne faisons pas d'austérité ».

Ca ne semble pas être l'opinion de ceux et celles qui en souffrent.

Ultra minoritaires, ils n'en continuent pas moins d'imposer à marche forcée une politique qui fait des ravages économiquement et socialement.

Seul le MEDEF y retrouve ses comptes et applaudit à tout rompre un 1^{er} Ministre en extase devant les chantages du CAC 40 qui leur déclare « j'aime l'entreprise ».

Mais pas un mot de ceux qui contribuent ou ont contribué à ses richesses. La compétitivité est leur crédo et derrière la baisse du « coût du travail » donc des salaires et des pensions, d'où cette spirale infernale de la baisse de la consommation entraînant celle de la production et un chômage accru.

Le Président nous gratifie d'une supplique en faveur des plus humbles et démunis. La triste réalité est que sa soumission à son adversaire le moment d'une campagne électorale – la finance – plonge des millions de gens dans une impasse aux conséquences redoutables.

Il y a quelque chose d'extrême dans l'obstination de ce pouvoir à ne pas vouloir changer de cap et ne pas écouter et entendre entre autres les propositions alternatives de la CGT pour sortir de la crise et favoriser le progrès social.

Conjurer la poussée de l'extrême droite ne se fera pas en lui offrant les clés par une politique qui stimule ses ambitions mais en opérant d'urgence le virage social nécessaire et salutaire.

La CGT, en assumant ses responsabilités syndicales, va poursuivre inlassablement son travail de mobilisation

Le 30 septembre avec les retraités en interpellant les chambres patronales, les préfetures, nos ex employeurs Poste et France télécoms.

Le 16 octobre en proposant aux autres organisations et aux salariés et retraités

de se saisir du passage devant le parlement du projet de loi de financement de la Sécu et en éviter le vote en l'état, la CGT met à disposition une journée nationale d'actions. Se joue 41 milliards d'euros donnés (dilapidés) au Patronat contre 51 d'économies budgétaires, le tout sur notre dos.

Peut-il y avoir un autre choix que d'agir... et de se syndiquer CGT.

Le Premier ministre en meeting au MEDEF

Du jamais vu, alors que les chiffres du chômage explosent, que la misère s'étend, le 1^{er} ministre choisi d'aller se faire applaudir par les patrons.

Avec un discours de 45' il confirme les cadeaux aux grandes entreprises, il passe sous silence les 220 milliards d'aides publiques allouées sans contreparties. Pire il devance les souhaits patronaux avec l'ouverture du dimanche, la « simplification » du code du travail ou la représentation salariée dans les entreprises.

Dans le même temps 37 des entreprises du CAC 40 viennent d'augmenter les dividendes versés aux actionnaires au détriment de l'emploi, des investissements.

Il est plus que temps que cette politique soit inversée, mais face aux sourds et au mépris des électeurs de gauche il faut opposer résistance et action.

François Hollande à contre sens.

Dans son interview au Monde du 20 août le Président de la République s'obstine à considérer que le travail serait un coût, continue de nier le besoin d'augmenter les salaires et ne prend pas en compte les attentes des salariés.

Ce dont nous avons besoin c'est de la revalorisation du SMIC, de l'indice de salaire fonction publique, des pensions et des minima sociaux.

Devant l'entêtement du Chef de l'Etat et de son gouvernement la CGT réaffirme la nécessité que les salariés, les retraités,

les privés d'emplois se mobilisent massivement et dans l'unité la plus large.

Chômage : ras le bol

40600 demandeurs de plus en juillet, plus 5% en un an. On est très loin de la sortie du tunnel annoncé. Ce n'est pas pour nous surprendre ! La cause est connue c'est la conséquence de la politique d'austérité qui conduit à cette dramatique situation. Derrière ces chiffres il y a des femmes et des hommes qui souffrent, il est temps d'imposer au gouvernement un changement de politique.

La situation économique est grave.

Tous les indicateurs sont au rouge.

L'investissement des entreprises ainsi que la production industrielle reculent, la déflation menace. « Le pacte d'irresponsabilité » qui conduit à plus d'austérité, plus de cadeaux aux patrons, plus d'encouragements à la spéculation financière ne va qu'aggraver la situation. La CGT revendique haut et fort la nécessité de rompre avec ces politiques néfastes et exige un véritable plan de relance par l'emploi et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux. Assurons le succès des actions à venir.

Une augmentation du pouvoir d'achat ne peut passer que par une revalorisation des salaires et des pensions.

Le Conseil constitutionnel a jugé contraire à la Constitution l'article 1er instaurant la réduction dégressive des cotisations salariales de sécurité sociale, précisant également que c'est méconnaître le principe d'égalité dans la différence des traitements des salariés.

La CGT réitère son désaccord avec toute politique visant à l'affaiblissement du salaire socialisé et qui met en danger la Sécurité sociale.

Pour donner du pouvoir d'achat aux salariés et retraités, l'augmentation des salaires et des pensions reste encore le plus efficace et cela relancera la consommation.

Le gouvernement peut montrer l'exemple en portant le SMIC et le minimum des pensions à 1700€, en impulsant des négociations salariales dans les entreprises, en supprimant le gel des salaires des fonctionnaires, en augmentant leur point d'indice et en revalorisant les minima sociaux et les pensions.

Facteurs d' Ajaccio : Victoire après 93 jours de grève

Cette lutte victorieuse des facteurs est un exemple de détermination et de solidarité face à une direction obstinée.

Le conflit portait sur une réorganisation visant à la mise en place de « facteur d'avenir » et en fait la remise en cause de la notion de tournée avec 3 suppressions de postes.

Les facteurs ont gagné sur la réorganisation. Mais aussi la création de 3 emplois supplémentaires, un exemple à suivre.

Seuils sociaux : la CGT ne négociera rien

C'est ce qu'a affirmé Thierry LEPAON, secrétaire général de la CGT. Il a précisé : « Il y a contradiction : d'un côté le gouvernement prône la démocratie sociale, la négociation collective, et de l'autre il veut remettre en cause le droit à la représentation des salariés. » et de rappeler « qu'en Allemagne, un délégué du personnel était présent à partir de 5 salariés et qu'un comité d'entreprise existait au seuil de 10 salariés sans que l'emploi s'y porte plus mal. »

Syndicalisation

L'UFR totalise pour 2013 12001 FNI. FNI au minimum qui rentre de chaque syndicat départemental et nous retrouvons nos forces de l'année précédente. C'est vraiment possible si nous y mettons l'ardeur nécessaire. En juillet dernier, nous avons édité un flash spécial syndicalisation à l'intention de chaque syndiqué. Chaque jour qui passe confirme le besoin exigeant d'être plus nombreux pour être plus forts et plus efficaces pour imposer d'autres choix pour le pays, les salariés et les retraités.

Je reçois le flash, je propose l'adhésion à un ami, un ancien collègue etc.

L'entreprise appartient aussi aux salariés

Aujourd'hui c'est plutôt deux fois qu'une que l'entreprise appartient aux salariés, par leur travail et les richesses créées, et désormais par les tranches de crédit compétitivité avec un rapt de 41 Milliards d'€ sur nos impôts qui s'ajoutent aux 180 Milliards précédents et qui ne profite qu'aux actionnaires et au système bancaire sans aucune incidence sur le chômage. Pour en sortir le chacun pour soi n'est pas la solution c'est l'arme des patrons, nous devons prendre nos affaires en mains, ne pas subir mais agir en contrôlant l'usage des aides publiques et ne pas laisser le Medef phagocyter chaque gouvernement.

Menaces sur la Sécurité Sociale

Peu à peu, par le biais des 200 Milliards d'€ exonérations fiscales compensées par l'impôt sur les ménages on revient à la situation d'avant-guerre avec la remise en cause du salaire socialisé et de l'universalité du système, le risque est grand d'aboutir à une architecture qui comprendrait un pilier dédié à l'assistantat pour les travailleurs pauvres, un autre pilier de protection obligatoire mais très minimale et un troisième pilier totalement privatisé. L'on se rapprocherait ainsi des objectifs minimalistes que s'est fixé la Commission européenne en matière de protection sociale. Pour toutes ces raisons, la CGT réclame une remise à plat et une évaluation sérieuse de cette politique d'exonération des cotisations sociales

Baisse du livret A à 1% : une nouvelle attaque contre l'épargne populaire

Le livret A est une épargne populaire par son usage constituant un autre volet du pouvoir d'achat des salariés, retraités, privés d'emplois. Destiné au financement du logement social, les banques le transforment en produit d'appel pour proposer des produits d'épargne financières comme l'assurance vie. Ne reposant sur aucune nécessité économique avérée, pour la CGT cette baisse est inacceptable et plutôt que

d'affaiblir son rendement en de le détournant de son rôle, il est urgent de mobiliser réellement cette épargne au service d'une économie créatrice d'emplois et donner à tous la capacité d'épargner en augmentant les salaires, les pensions et les minima sociaux

International...

21 Septembre 2014 : journée internationale pour la paix

Cette année, la journée internationale de la paix sera consacrée à la commémoration du trentième anniversaire de l'adoption, par l'Assemblée générale, de la Déclaration sur le droit des peuples à la paix, qui consacre le principe selon lequel l'instauration de la paix et de la sécurité est un préalable au progrès durable et au plein exercice des droits et libertés fondamentaux.

La CGT s'y associe à partir de ses repères revendicatifs qui précisent entre autres « *qu'elle agit et agira pour un monde sans guerre, un monde de paix* »

Palestine : Appel à l'action de la CSI pour Gaza

La CSI appelle les gouvernements à agir en soutenant un plan de paix en 5 points : un cessez-le-feu permanent, une aide humanitaire à la population de Gaza, l'arrêt immédiat de tous les transferts d'armes, la fin du blocus de Gaza, un règlement négocié afin d'aboutir à une solution reposant sur deux états avec la légitimité du droit international.

En ce sens la CSI appelle à envoyer au secrétaire général de l'ONU une carte postale pour la paix. (Voir le site www.bypost.com/peacelikemine)

**Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€**